

ÉMERGENCE DES MOUVEMENTS CONTESTATAIRES À KINSHASA. ANALYSE SOCIO-POLITIQUE DE QUELQUES SLOGANS UTILISÉS PAR LES MANIFESTANTS

Par

Joachim KITALA NZUNDU

*Chef de Travaux à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques de
l'Université de Kinshasa/R.D.C.*

RÉSUMÉ

Cette étude décrypte, d'un point de vue socio-politique, les slogans utilisés lors de la manifestation du mercredi 23 juin 2021 par certains congolais habitant la partie Est de la ville de Kinshasa. En effet, de l'analyse de deux slogans retenus, il ressort que la cause à la base de cette manifestation est la frustration née du désespoir du lendemain exacerbé par la difficulté de transports en commun connue ce jour-là.

Pour optimiser les rapports entre dirigés et dirigeants et se mettre à l'abri des événements de ce genre, l'étude recommande aux gouvernants, de tenir compte des conditions existentielles de la population avant de prendre une décision dont la mise en application aura des implications négatives dans les secteurs économique et social.

Mots-clés : *Mouvement contestataire, manifestation, action, acteur, manifestant, slogan*

ABSTRACT

This study deciphers, from a socio-political point of view, the slogans used during the demonstration of Wednesday June 23, 2021 by some Congolese living in the eastern part of the city of Kinshasa. Indeed, an analysis of two of the slogans used reveals that the underlying cause of the demonstration was frustration born of despair about the future, exacerbated by the difficulty of obtaining public transport on that day.

In order to optimize relations between leaders and followers, and to protect themselves from events of this kind, the study recommends that those in power take into account the existential conditions of the population before taking a decision whose implementation will have negative implications in the economic and social sectors.

Keywords: *Protest movement, demonstration, action, actor, protester, slogan*

INTRODUCTION

Kinshasa la capitale de la République Démocratique du Congo n'est pas à sa première expérience des manifestations des masses. Des journées villes mortes organisées par les acteurs politiques de l'opposition sous le règne du Maréchal Mobutu aux manifestations à caractère socio-économique en passant par les actions des mouvements citoyens dont ceux à caractère religieux comme le Comité laïc de coordination (CLC), le Comité de l'apostolat des laïcs chrétiens catholiques (CALCC) et le Ministère des laïcs protestants (MILAPRO), Kinshasa a souvent été au centre des événements malheureux qui, parfois, ont paralysé son fonctionnement des journées entières.

Dans un passé lointain ou proche de son histoire, la capitale de ce pays d'Afrique centrale a enregistré des manifestations aux fortunes diverses. Le 16 février 1992, l'Église catholique parvint à organiser une marche réclamant la réouverture de la Conférence Nationale Souveraine (CNS). Elle est pilotée par le CLC et le CALCC, deux organisations d'obédience catholique : la CNS rouvrit ses portes.

Le 16 février 2012, la contestation des résultats électoraux par une frange de la population congolaise qui donnait Étienne Tshisekedi vainqueur de l'élection présidentielle et non pas Joseph Kabila se termine par une marche conduite par le CALCC : la vérité des urnes n'est pas rétablie. Les 1^{er} et 2 février 2015, un mouvement citoyen dénommé Lutte pour le Changement « LUCHA en sigle » conduit deux manifestations ayant trait au refus de la population de laisser le pouvoir de l'époque conditionner la tenue des élections au recensement général de la population et de l'habitat que devrait piloter l'Office National d'Identification de la Population (ONIP en sigle) : le pouvoir renonce à son initiative et les élections sont organisées en décembre 2018 sans recourir au recensement;

Le 26 décembre 2016, une autre manifestation, faisant suite à la décision du Président Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir est organisée par la LUCHA, l'un des mouvements citoyens congolais considérés aujourd'hui comme une nouvelle forme de l'opposition politique : le statu quo demeure.

Le 25 février 2018, les chrétiens catholiques dénoncent le maintien de Joseph Kabila au pouvoir dont le mandat avait pris fin le 05 décembre 2016, lui demandant de déclarer publiquement qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle prévue le 23 décembre 2018 et de respecter les libertés publiques. La marche organisée une fois de plus par le CLC, à cet effet, est réprimée dans le sang, faisant un mort par tirs à balles réelles et deux blessés graves¹ : aucune

¹ Informations diffusées par Agence Reuters et Tribune Afrique à leur édition du 25 février 2018 à 14h56'.

prise de position de la part de l'homme fort du pays donnant satisfaction aux multiples demandes des marcheurs n'est annoncée.

Le 23 juin 2021, les compatriotes habitant le « district » de la Tshangu, mécontents d'une mesure gouvernementale relative à la réduction de moitié des effectifs des clients à embarquer à bord des véhicules assurant le transport en commun prennent d'assaut le boulevard Lumumba pour dire non à ce qu'ils ont considéré comme une provocation du peuple par le régime en place : le gouvernement accède à la demande des « marcheurs » et la mesure est requalifiée.

Faisons remarquer que cinq des sept manifestations ci-haut déclinées ont été organisées au courant du mois de février, une en décembre et une autre en juin. Le choix du mois de février peut se justifier dans la mesure où le mandat des Chefs d'État prend fin en décembre (Mobutu et Kabila sont arrivés fin mandat le 05 décembre), et la publication des résultats de différents scrutins sont portés à la connaissance du public souvent en fin ou en début d'année c'est-à-dire en décembre ou en janvier (Tshisekedi a commencé le sien le 24 janvier 2019).

En R. D. Congo d'une manière générale et à Kinshasa en particulier, les groupes contestataires qui opèrent sous le label de « mouvements citoyens » et dont l'avènement date à peine de quelques années se relaient les actions à mener sur le terrain avec les partis politiques de l'opposition ainsi que les fidèles de certaines confessions religieuses, ou s'associent à ceux-ci dès lors qu'il s'agit de donner de la voix sur certaines questions vitales pour la nation. C'est dans le sillage du printemps arabe (parti de Tunisie et qui a embrasé un important espace du Maghreb) et des mouvements citoyens sénégalais « Y en a marre » et burkinabé « Balai citoyen » que nous pouvons situer ceux d'origine congolaise à savoir « LUCHA qui signifie lutte pour le changement » et « FILIMBI ou sifflet en langue kiswahili ». Les partisans de ces mouvements se recrutent pour la plupart dans la partie Est du pays et à Kinshasa, sa capitale. Malgré leur jeune âge, leurs actions sur le terrain donnent parfois du fil à retordre au régime en place.

Il sied de signaler que depuis l'avènement de l'actuel leadership, porté au pouvoir à l'issue des élections présidentielles et législatives tenues en décembre 2018, ces mouvements citoyens ne font plus parler d'eux. Ainsi que nous venions de l'annoncer, la ville de Kinshasa a été secouée, le mercredi 23 juin 2021, par une manifestation d'une autre nature, conduite par des acteurs (organisateur) peu habituels, inconnus, illégitimes. Elle visait la requalification de la mesure du gouvernement central à la base du mécontentement. L'appel à la marche n'est signé par personne et n'est lancé à aucune autorité.

Comme pour donner davantage sens à la thèse de Karl Marx² selon laquelle « il n'est pas de société harmonieuse dénuée de conflit », autant qu'« il n'est pas d'individu béat qui ne soit pas traversé de contradictions psychologiques irrésolues », Kinshasa sera confrontée, ce jour-là, à un conflit ouvert entre gouvernants et gouvernés. Le conflit étant inhérent à la nature humaine, dit-on. Tant que le monde sera habité par des groupes humains, la problématique de conflit sera toujours au centre des préoccupations des gouvernants ou des partenaires à l'antagonisme.

Pour Karl Marx donc cité par Bulle S. et Tarragoni F., le conflit social est le moteur de l'histoire, car il permet de modifier les rapports entre dominants et dominés³. Ce mercredi-là, le boulevard Lumumba était noir de monde. Les compatriotes qui habitent la « Tshangu », faute de moyens de transport devant assurer leur déplacement vers les différents lieux de négoce, ont décidé d'emprunter la « ligne 11 » c'est-à-dire de faire leurs courses à pied. Tshangu est le nom d'un des quatre districts (bien que le terme district ait été élagué de l'arsenal administratif congolais, il est toujours d'usage à Kinshasa, surtout dans le cadre de la délimitation des circonscriptions électorales) qui composent la ville de Kinshasa et comprenant les 5 communes situées dans sa partie Est à savoir Masina, N'djili, Kimbanseke, Nsele et Maluku.

À l'arrêt de bus, les éléments de frustration individuelle sont partagés aux membres du groupe de circonstances. C'est le début de la manifestation. On passe des motivations individuelles aux collectives, la situation dégénère et la marche prend petit à petit les allures d'une manifestation de colère.

Les autorités aussi bien provinciales que nationales deviennent la cible des « marcheurs » qui se sont mués en manifestants de circonstance. Sur leur trajectoire, ils n'ont pas été tendres vis-à-vis du pouvoir en place. Si dans un premier temps, ils s'en sont pris au Gouverneur de la ville de Kinshasa, par la suite, c'est le Président de la République qui est devenu leur cible, lui qui, en deux années d'exercice de son mandat, a été présenté par ses « bourreaux » du jour comme étant à la base de la désarticulation du tissu social et économique de la R.D. Congo.

Tous les qualificatifs ont été bons pour exprimer la colère des manifestants. Les slogans scandés à l'occasion de leur mouvement ont eu une connotation qui frisait le mépris et le manque de considération à l'endroit du régime en place.

Ainsi, comment comprendre le fondement des revendications des acteurs de la marche qui a secoué la ville de Kinshasa en date du 23 juin 2021 ? Comment expliquer, alors que toute la ville est restée sans moyen de transport

² Marx K., *Le conflit : facteur de changement social*, Paris, Létudiant, 2018, p. 13.

³ Marx K., cité par Bulle S. et Tarragoni F., *Sociologie du conflit*, Paris, Armand colin, 2021.

en commun à cette date, la virulence avec laquelle les habitants de la Tshangu ont-ils manifesté ? Peut-on conférer le statut de mouvement social à la manifestation du mercredi 23 juin 2021, partant des conditions qui ont présidé à sa tenue ? Ce sont là les questions qui font l'objet de notre préoccupation et auxquelles nous allons tenter d'apporter de l'éclairage tout au long de cet exercice.

Pendant, outre les difficultés de transport connues le jour de la marche, le fondement des revendications des manifestants serait la précarité (insatisfactions et incertitudes) qui caractérise les conditions existentielles des acteurs membres du groupe protestataire. La virulence qui a accompagné les habitants de ce coin de la capitale congolaise dans leur manifestation serait le fait de leur appartenance à la branche de l'opposition politique proche de Martin Fayulu et Adolphe Muzito. Au regard des conditions qui ont présidé à sa naissance et à son déroulement, il y a lieu de dire que cette manifestation serait loin de faire partie des mouvements sociaux. L'exposé comprend une introduction où il a été question d'exposer le contexte et le déroulement de la manifestation ainsi que l'esquisse de la partie théorique. La présentation et l'analyse des slogans retenus constituent le deuxième point de l'article, le tout sanctionné par une petite conclusion.

1. CONTEXTE DE LA MANIFESTATION

À l'origine, un problème de santé publique et non pas politique. En effet, en vue de limiter la propagation à grande échelle de la souche indienne du Corona virus connue sous le nom de « Variant Delta » et de contrer ainsi la troisième vague de la pandémie à Covid-19 en R.D. Congo, un train de mesures avait été pris par le Président de la République, Chef de l'État lors de son séjour à l'Est du pays. Dans leur volet réservé au secteur des transports, il avait été demandé à tous les détenteurs de véhicules qui facilitent la mobilité de la population d'un point A vers un autre B, d'embarquer seulement la moitié c'est-à-dire 50% de la capacité normale de leurs engins.

Voulant s'approprier lesdites mesures en faisant application du point 9 sur toute l'étendue de l'entité sous sa gestion, le Gouverneur de la ville de Kinshasa demandera aux transporteurs en commun d'observer les prescrits dudit point tel que libellés au paragraphe ci-dessus. Face au danger d'enregistrer un manque à gagner qui se profilait à l'horizon alors qu'aucune mesure compensatoire tant du gouvernement central que provincial n'a été envisagée, les propriétaires des véhicules assurant le transport en commun ont préféré sécher les arrêts de bus et les rues au grand dam de la population qui n'a trouvé mieux que de marcher vers les différentes destinations. À cette désertion des rues par les transporteurs privés s'ajoute la grève des agents de la société de transport au Congo (TRANSCO) ce même 23/06/2021. Ce qui aggravera la situation et fera le lit des protestataires.

2. DÉROULEMENT DE LA MANIFESTATION

Sans coordination ni concertation, la manifestation dont les contours sont en train d'être examinés est partie de la volonté des congolais contraints de marcher non pas pour maintenir les corps en parfait état de santé physique et mentale, mais pour faire face à la difficulté de transport en commun à laquelle la ville de Kinshasa a été confrontée. L'initiative, au départ personnelle, est devenue collective par effet de contagion. La rue passe pour un espace d'expression des libertés publiques, de libération et de justice.

Le mercredi 23 juin 2021, la ville de Kinshasa enregistre sa nième manifestation du genre. Pas de transport en commun, les arrêts de bus et taxi bus bondés de monde, les principales artères de la ville sont désertes. Après un long moment d'attente sans solution, d'éventuels clients décident d'investir le grand et long boulevard Lumumba, en direction des communes de Gombe, de Limete ou de Kasa-Vubu, centres névralgiques de commerces, de services ou d'affaires. L'option de défier la distance est levée et le go de la manifestation est donné. Dans leur progression, à l'approche de la place Échangeur dans la commune de Limete, les « marcheurs » se rendent compte qu'ils ne peuvent pas placer leur espoir en un pouvoir qu'ils ont tout de suite commencé à vilipender, car, pour eux, priver la population de moyens matériels pour ses mouvements s'apparente à une provocation, à un manquement grave de la part des pouvoirs publics qui ne tiennent pas à leurs promesses, à les entendre parler. Et le salut de leur survie vient des navettes et autres mouvements rendus possibles grâce à l'existence et à la disponibilité d'engins roulants.

À cette date, les bus, taxi bus et autres engins qui desservent la population kinoise pour ses multiples courses et appartenant aux transporteurs en commun tant publics (TRANSCO) que privés étaient garés. Cela est dû à la grève déclenchée par les agents de la société TRANSCO qui réclamaient le paiement de 8 mois de salaire et à l'inquiétude des transporteurs privés qui évitaient le manque à gagner de 50%.

Dans une ville aux effectifs et aux dimensions de certains pays d'Afrique ou du monde, seuls l'État et quelques structures spécialisées dans le domaine de transport en commun peuvent remplir cette fonction au bénéfice des nécessiteux. Dans ce monde caractérisé par le déséquilibre des rapports de force entre les détenteurs des moyens de production et les prolétaires, la survie de ces derniers reste un parcours de combattants. Seuls leur engagement, leur détermination, leur prise de conscience et leur mobilité peuvent les maintenir en course. Au cas contraire, le capitalisme, même de sous-traitance, continuera d'étaler ses contradictions, comme le fustige d'ailleurs Karl Marx à travers Raymond Aron lorsqu'il écrit : « le caractère contradictoire du capitalisme qui s'exprime dans le fait que la croissance des moyens de production, au lieu de

se traduire par le relèvement du niveau de vie des ouvriers, se traduit par un double processus de prolétarianisation et de paupérisation⁴ ».

Le concept de prolétaire s'applique à des personnes qui ne possèdent pour vivre que les revenus que leur procure une activité salariée c'est-à-dire tous ceux qui ne possèdent absolument rien, qui vivent du fruit de leur travail quotidien, quel qu'il soit. Leur survie dépend des mouvements qu'ils effectuent dans diverses directions, l'immobilisme même d'un jour peut leur être fatal. Ils sont obligés de se déplacer au moins 6 jours sur les 7 que compte une semaine pour assurer leur lendemain et celui de leurs familles.

Cette définition s'applique pratiquement bien à la catégorie de personnes qui avaient manifesté. Elles étaient, majoritairement issues des couches populaires. Seules les navettes quotidiennes entre leurs domiciles et les différents lieux de négoce leur permettent de constituer le revenu nécessaire pour leur survie.

Cela a aussi contribué à justifier la colère et le ras-le-bol des habitants de la Tshangu en cette journée de mercredi 23/06/2021 considérée comme une « journée sans moyen de déplacement ».

Que retenir d'un mouvement social ?

Les mouvements sociaux, plus précisément les acteurs et agents dont l'activité compose le phénomène émergent qu'est un mouvement social, se caractérisent à la fois par rapport aux normes qu'ils contribuent à changer – et par rapport aux valeurs dont ils sont porteurs. Mais ces deux dimensions de tout mouvement social sont liées⁵.

Pour Payanzo N'tsomo Pascal, un mouvement social est une organisation nettement structurée et identifiable ayant pour but de regrouper les membres en vue de la défense ou de la promotion de certains objectifs ou intérêts précis. Un mouvement social doit présenter un caractère social, être revendicateur. Il cherche à faire connaître, faire reconnaître ou faire triompher ses idées. Il n'opère pas dans la clandestinité, il vise des objectifs profitables à la masse, à la société⁶.

Si l'on ne peut reconnaître le statut de mouvement social à la manifestation du mercredi 23 juin 2021 compte tenu de son caractère spontané et du manque d'organisation qui l'ont caractérisé, même si elle ne véhicule aucune valeur de façon claire, elle a toutefois réussi à faire passer et accréditer ses préoccupations qui ont contribué à suspendre l'exécution de la mesure du gouvernement à la

⁴ Marx K. cité par Arond R., *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, éd. Gallimard, 1967, p. 150.

⁵ Boudon R. et Bourricaud F., *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1982, p. 412.

⁶ Payanzo N'tsomo P., *Manuel de sociologie politique élaboré à l'intention des étudiants finalistes en sociologie*, Kinshasa, UNIKIN-FSSAP, 2018.

base de sa constitution et de son déroulement. Elle a su mobiliser la masse constituée de ceux qui ont éprouvé la même difficulté de transport dans le but d'atteindre son objectif.

3. ESSAI DE THÉORISATION

Bien que non structurée, difficile à identifier et en manque de leadership, la manifestation organisée par certains congolais habitant la partie Est de Kinshasa, mieux connue sous le nom de « TSHANGU » peut voir son analyse s'inscrire dans le cadre de celle des mouvements sociaux que les nations du monde enregistrent de plus en plus et auxquels leurs États font face. La nature et l'ampleur de ces manifestations sont le reflet du milieu ambiant, producteur d'innombrables insatisfactions, inégalités sociales et autres actes jugés injustes et impropres à la consommation du groupe social protestataire.

Les premières théories des mouvements sociaux ont principalement été mises au point aux USA et en Europe. Elles n'ont malheureusement pas connu d'évolution fulgurante. C'est vers la fin du XX^{ème} siècle que l'action collective était conçue comme un mouvement de foule par les premières approches desdites théories. Cela a ouvert, par la suite, la voie à des recherches relatives aux différents questionnements théoriques intégrant dans les modèles explicatifs de l'émergence de l'action protestataire la place des frustrations ou encore le problème du choix rationnel de l'acteur. Au cours des années quatre-vingt, deux grandes théories occupent l'espace des débats. Il s'agit de la perspective de la mobilisation des ressources d'une part, et de l'approche des nouveaux mouvements sociaux d'autre part. En tout état de cause, aucune de ces deux théories dominantes n'était capable, à elle seule, de rendre compte de tous les problèmes propres à toute étude empirique portant sur l'action collective protestataire.

Aujourd'hui, la communauté scientifique est confrontée à une multitude de théories des mouvements sociaux, diversité due au lieu de leur production, au moment et au champ disciplinaire de leurs promoteurs. C'est ainsi que s'observent de nouvelles tendances dans l'analyse des mouvements sociaux. Deux nouvelles directions seront prises. La première s'intéressera à la dimension symbolique des mouvements sociaux et la seconde à la structuration politique qui permet leur émergence. La notion de mouvement social n'est que la dernière forme consensuelle de ce qui est appelé « comportement collectif », « mobilisation protestataire », « action collective⁷ ». Au demeurant, le paradigme individualiste pose l'action rationnelle de l'individu comme étant à la base de l'explication de l'action collective.

⁷ Le Saout D., « *Les théories des mouvements sociaux. Structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective* », Insaniyat, 1999, pp. 145-163.

Pour le cas d'espèce, l'examen de la manifestation du 23/06/2021 nous conduit à porter une attention particulière aux travaux d'Alain Touraine, à l'origine de la diffusion du terme de « nouveau mouvement social », ainsi qu'à ceux d'Alberto Melucci, tous deux cités par Didier Le Saout. Selon ces auteurs, l'émergence de « nouveaux mouvements sociaux » est liée à des changements profonds observables dans la société. Alors qu'ils contrôlaient dans la société industrielle les ressources productives, les « mouvements sociaux » contrôlent également dans les sociétés « avancées » ou « post-industrielles », la sphère des services, de la consommation, des relations sociales. En raison de ces changements qui affectent la structure sociale, les « nouveaux mouvements sociaux » qui émergent, ne luttent plus pour la réappropriation de la structure matérielle de production comme pouvait le faire « l'ancien mouvement » qu'est le « mouvement ouvrier », mais pour la réappropriation de temps, d'espace et de relations dans l'existence quotidienne individuelle. Les actions requises pour contrôler les conflits structurels, indispensables à l'équilibre de la société, provoquent des contradictions avec d'autres éléments du système lorsque les changements introduits leur sont antagoniques⁸.

La mesure gouvernementale à l'origine de ladite manifestation ayant porté préjudice à la population kinoise, pour autant qu'elle contrarie ses intérêts, a mis en opposition les deux faces d'une même médaille à savoir, les dirigeants et les dirigés, représentés par les acteurs du mouvement protestataire du jour, contraints de se réapproprier le temps et l'espace dans leur existence quotidienne.

4. PRÉSENTATION ET ANALYSE DES SLOGANS UTILISÉS

À ce stade de l'exposé, nous dressons la liste des slogans utilisés par les manifestants du 23/06/2021 avant d'en retenir ceux qui feront l'objet de nos analyses. Le Dictionnaire universel⁹ définit le slogan comme une formule brève et frappante utilisée dans la publicité ou la propagande politique. C'est une formule concise et expressive, facile à retenir, utilisée dans les campagnes de propagande pour gagner l'opinion à certaines idées politiques ou sociales. C'est une phrase courte et facilement mémorisée, qui exprime une idée qu'on veut diffuser ou autour de laquelle on veut rassembler aux fins d'un éventuel ralliement.

⁸ Le Saout D., *op.cit.*

⁹ Dictionnaire universel, édition spéciale consacrée à la République Démocratique du Congo, Hachette Livre International, 2010, p.

4.1. Types de Slogans utilisés lors de la manifestation du 23/06/2021¹⁰

Tout au long de ladite manifestation, les « protestataires » partis de l'Est de la capitale congolaise pour le centre-ville et d'autres lieux de négoce ont scandé quelques slogans dont voici l'essentiel :

- MOBUTU, banda okenda, TSHANGU makolo ;
- KABILA zonga. Banda okenda, TSHANGU makolo ;
- Incompétent ;
- Postuler lisusu, tokotala nani akovoter yo na 2023 ;
- Olamuki na tongo, oyoki bakabeli batu ya mbongo ba jeeps ;
- Obimi na coin, obosani kolata cache-nez, bakangi yo pe bafutisi yo 10.000 FC ;
- Otie crédit obenga bandeko balanda yo na sous-ciat ya la police, RAM azwi crédit nioso sans oublier le fait que les manifestants brandissaient deux caleçons (sous-vêtements) XXL c'est-à-dire assez larges sans en donner une quelconque signification.

C'est ce qui a été entendu lors de la manifestation apparemment spontanée d'une bonne frange des protestataires, habitants de la Tshangu ce jour-là. Signalons en passant 1) que nos deux interlocuteurs ont manifesté une certaine réticence dans leur présentation. Soit il ne donne pas le numéro de l'avenue sur laquelle il est domicilié, soit il vous donne seulement son prénom sans son nom de famille et 2) qu'il nous a semblé peu important de rendre la version française de ces différents types de slogans dans la mesure où tous n'ont pas fait l'objet de nos analyses. Nous réservons cet exercice aux seuls slogans retenus.

De tous ces slogans, seuls les deux premiers : « Mobutu banda okenda, Tshangu makolo c'est-à-dire Mobutu, depuis que tu es parti, les habitants de la Tshangu font leurs courses à pieds » et « Kabila zonga. Banda okenda, Tshangu makolo c'est-à-dire Kabila revient. Depuis que tu es parti, les habitants de la Tshangu font leurs courses à pied » ont retenu notre attention. Ils ont été ainsi scrutés pour les besoins de la cause. Sinon, l'évènement est unique, c'est la marche du 23/06/2021. Tout le reste fait partie des ingrédients utilisés pour assaisonner la manifestation.

¹⁰ Éléments recueillis auprès de Godefroid NGONDE habitant sur l'avenue Transition à Masina et de Patrick NSIONI, résidant sur l'avenue Nioki à Mikondo dans la commune de Kimbanseke.

4.2. Analyse des slogans retenus

Slogan 1. *MOBUTU zonga, banda okenda, TSHANGU makolo* : MOBUTU, depuis que tu es parti, les habitants de la TSHANGU font leurs courses à pied.

Partie de la Tshangu vers le centre-ville de Kinshasa et les autres lieux de négoce, la manifestation du 23/06/2021 a connu un franc succès aux yeux des protestataires. C'est comme si elle a été préparée quelques jours auparavant. Ce slogan a été scandé par les compatriotes mécontents de la manière dont les affaires sont conduites au pays de Lumumba d'une manière générale et particulièrement des difficultés liées à leur mobilité connues ce mercredi-là. Les moyens de transport étaient inexistant, introuvables, même le phénomène dit « demi-terrain¹¹ » pourtant d'usage courant en pareilles circonstances du côté des conducteurs privés n'était pas au rendez-vous. Pourquoi se rappeler de Mobutu, lui qui était taxé de dictateur sous son règne ? Quel rapport établissent-ils entre le régime de Mobutu et celui de Tshisekedi en termes de satisfaction des besoins sociaux de base et de gouvernance ? Selon les manifestants représentés par Patrick notre interlocuteur, la souffrance a pris des proportions inquiétantes sous l'ère de l'actuel régime. Le coronavirus n'est qu'un prétexte. Les marcheurs ont fustigé la gouvernance du pays sous l'actuel leadership et ont déclaré en avoir marre, au regard d'incessantes promesses non tenues estimées à 160 à la date considérée. Même si les difficultés étaient aussi au rendez-vous sous MOBUTU, c'est sous Tshisekedi que le pire est en train d'être vécu. Jusqu'à manquer de moyens de déplacement, s'exclame-t-il ?

Sous Mobutu, nous savons que tout n'était pas rose dans le sous-secteur des transports en commun. On apercevait, à la hauteur du stade Tata Raphaël, vers les années 1980-1990, des foules de vendeurs longer l'avenue Bokasa, à pieds, en partance du grand marché pour leurs domiciles, à cause de l'insuffisance d'engins assurant le transport en commun. Cela se passait sans dérapage, sans débordement. Peut-être à cause du fait que nous étions en pleine période dictatoriale, les libertés de manifestation et d'expression étant sous contrôle. Peut-être aussi parce que, malgré les difficultés de transport, les matériels roulants - bien que bondés de monde - étaient tout de même visibles sur les différentes artères de la capitale, mais pas en nombre suffisant. Il n'y avait donc pas pénurie comme c'était le cas la journée du 23/06/2021.

Sans mesurer les conséquences directes liées à l'application stricte des dites mesures gouvernementales, les dirigeants ont décidé de leur application sans tenir compte des conditions d'existence de la population. La précarité des conditions de vie de la population la contraint aux déplacements quotidiens

¹¹ Locution d'usage courant dans le secteur du transport en commun en R.D.Congo, utilisée lorsqu'un transporteur décide d'abandonner ses clients à mi-chemin, à quelques arrêts de bus de leur destination finale.

pour sa survie. Au manque criant de moyens de transport en date du 23/06/2021 s'ajoute le désespoir du lendemain. La frustration gagne l'esprit d'une personne qui en a partagé avec son entourage immédiat d'où partira la manifestation. À ce sujet, le phénomène collectif peut s'expliquer par la frustration éprouvée par les acteurs eu égard à la théorie des révolutions proposée par James Davies¹² au moment où Ted Gurr¹³ écrit : « Quelles que soient les configurations constatées entre l'évolution des attentes et le niveau de satisfaction, la frustration conduirait à la violence » après avoir « souligné l'importance de la différence entre ce que les acteurs espèrent obtenir et ce qu'ils obtiennent effectivement ».

Tout le long de leur parcours, les injures, qui ont d'abord été orientées vers le Gouverneur de la ville de Kinshasa ont changé de destination. C'est maintenant le Chef de l'État qui est visé. La tension monte. À l'approche de la permanence de L'Udps située sur le boulevard Lumumba à Limete, les accrochages entre les protestataires et les membres de ce parti seront signalés. Le système de conflit se retrouve en face du système d'alliance. La police entre dans la danse. Dans un premier temps, elle a réussi à disperser les manifestants pour se charger de leur encadrement en deuxième lieu, après leur reconstitution bien entendu.

Pourquoi ladite manifestation a-t-elle été encadrée alors qu'elle était supposée non autorisée partant de son caractère spontané, l'office du Gouverneur de Kinshasa n'ayant pas été saisi par lettre d'information? Pour avoir accepté d'encadrer cette manifestation et surtout de requalifier ou mieux de révoquer la mesure gouvernementale qui posait problème, de recadrer l'initiative à la base de l'effervescence, certains analystes peuvent voir dans le chef des dignitaires, une certaine faiblesse face aux protestataires. D'autres par contre, s'appuyant sur une analyse de la structuration sociale, se proposent de prendre en compte les stratégies déployées par les acteurs. « La structuration des « opportunités politiques » doit alors être prise en compte en suivant les stratégies des acteurs protestataires. C'est ainsi que lors des confrontations, les incidents éclatent plutôt dans des configurations où l'État est « fermé » aux revendications protestataires, alors que dans les États « ouverts » aux demandes des acteurs contestataires, les manifestations jouent un rôle mineur. L'action collective de protestation est donc dépendante de la « structure des opportunités politiques », car cette dernière permet ou modère l'action des acteurs protestataires¹⁴ ».

¹² James D., cité par Le Saout D., *op.cit.*, p. 4.

¹³ Gurr T. cité par *Idem*.

¹⁴ Kitschelt H., « Political opportunity structures and political protest : Antinuclear Movements in four Democracies », *British Journal of Political science*, vol. 16, 1986, pp. 57-85. DOI : 10.1017/S000712340000380X

Cela peut expliquer le retour à la situation normale vécue le lendemain de la manifestation c'est-à-dire le 24/06/2021. Pour éviter le pire, les pouvoirs publics ont souhaité s'ouvrir, accéder à la demande des protestataires. Ce qui a conduit à la suspension de l'exécution de la mesure qui a pénalisé surtout les transporteurs en commun du domaine privé et, à travers eux, la population tout entière. Malgré l'augmentation des cas de contamination due au coronavirus (variant indien), les bus et taxi bus ont normalement repris le travail en embarquant les 100% de leur capacité. Le contraire pour le pouvoir, aurait été une manière d'entretenir les germes de sa propre destruction et aurait conduit au renforcement du potentiel de mobilisation c'est-à-dire le réservoir de soutiens à la manifestation, avec pour conséquences, le pillage des commerces ou la survenue d'émeutes. Dans la rue, la population serait devenue incontrôlée et se serait prise en charge tout en exerçant sa souveraineté.

Visiblement, compte tenu de l'origine des manifestants (Tshangu considérée comme le bastion de l'opposition à l'actuel régime) et de la nature de tous les slogans inventoriés, nous pouvons dire qu'ils étaient de la composante politique « LAMUKA », une branche de l'opposition présentement incarnée par Martin Falulu et Adolphe Muzito, après le départ de J. P. Bemba et Moïse Katumbi, deux de ses co-fondateurs. C'est ce qui pourrait expliquer la tournure qu'a prise la manifestation dans cette partie de la ville qui était un peu plus mouvementée qu'ailleurs.

Les compatriotes ressortissants de ce coin de la capitale de la R.D. Congo oeuvrent, pour la plupart, dans le secteur informel et vivent de la débrouille. Ce qui justifie la fréquence quotidienne des navettes effectuées pour leur survie. La frustration est née du désespoir des manifestants soucieux de leur avenir immédiat dans un pays où, selon eux, le pouvoir en place se propose de doter les nantis en matériels roulants (Jeeps de marque Palissade), eux (Députés nationaux et Sénateurs) qui sont déjà pris en charge par la république et qui peuvent s'acheter, chacun, un véhicule de son choix. Cela, tout comme la ponction opérée illégalement par le Registre des Appareils Mobiles (RAM) de triste mémoire sur les recharges de crédit ainsi que les dégâts économiques occasionnés par l'instauration du couvre-feu, privant certains opérateurs économiques de certaines de leurs recettes a davantage fait monter la tension.

Slogan 2. KABILA zonga. banda okenda, TSHANGU makolo : KABILA revient. Depuis que tu es parti, les habitants de la Tshangu font leurs courses à pied.

Solliciter le retour de Kabila au pouvoir deux ans après l'alternance intervenue au sommet de l'État signifie qu'il y a un problème. Vers la fin de son règne, Joseph Kabila n'a reçu le traitement que la population lui aurait témoigné. Il a fait l'objet de beaucoup de critiques de la part de la grande

majorité de la population. Il était ce Chef de l'État aux origines douteuses qui gérait le pays par procuration. Malgré tous ces qualificatifs et l'érection fort controversée et frauduleuse de l'agglomération de Minembwe en commune rurale, il n'avait jamais accepté, que soient installés ses dirigeants. Kabila n'avait aucunement facilité la signature des contrats miniers avec le Rwanda pour une exploitation conjointe des ressources naturelles de la R.D. Congo (Cassitérite, Coltan, or, etc.) dans la province du Maniema avec possibilité, pour les militaires rwandais, de participer à la sécurisation des sites miniers à exploiter conjointement. Ce qui paraît comme une trahison du Chef de l'État vis-à-vis de son peuple et une humiliation de la R.D. Congo vis-à-vis du Rwanda, aux dires des manifestants.

C'est avec son successeur, pourtant censé faire preuve de plus de patriotisme, que le pays a vu se concrétiser ce qui était redouté hier. Aussi, sa « soi-disante vision » du pays qui se résume en « l'État de droit » et en « le peuple d'abord » semble se traduire en deux slogans creux, à en croire les manifestants. La justice est discriminatoire, sélective et le slogan le peuple d'abord cède les pas à son contraire, « les dirigeants d'abord ». Les richesses du pays bénéficient à plus de 80% aux dirigeants alors que la population assiste impuissante à la flambée des prix des produits de première nécessité. C'est l'une des raisons ayant concouru à ce que la population réclame le retour de Joseph Kabila au pouvoir. Aucune fois, sous Kabila, la population était confrontée à des difficultés de transport de ce genre pour cause de mesures gouvernementales, bien que présenté comme ayant vendu le pays et venu en R.D. Congo pour faire aboutir le plan de sa balkanisation.

Au-delà de tout, la manifestation du 23/06/2021 aura vécu. À son actif, quelques points forts notamment le retour à la situation normale après une seule journée d'effervescence. Les protestataires ont réussi à faire plier les autorités du pays à travers la suspension de l'exécution de leurs décisions pour ne pas parler de la requalification de ces dernières. Leur action a eu une réelle incidence sur la vie sociale et a dicté la conduite à tenir pour l'avenir.

Comme faiblesses, les manifestants n'ont pas su rallier tous les mécontents, tous les lésés des mesures gouvernementales à leur cause. Comme l'affirme Mancur Olson¹⁵, « il est rationnel pour un individu de ne pas participer à une action collective produisant un « bien public » (ou encore « bien collectif ») dès lors que d'autres individus le font pour lui ».

Le contraire de cette affirmation aurait, peut-être, conduit à l'embrasement de la ville de Kinshasa, à la déstabilisation de certaines institutions voire certains secteurs vitaux de la capitale R.D. Congolaise. Pour le régime en place, faire face aux manifestants de toutes les 24 communes de Kinshasa convergeant

¹⁵ Mancur O., *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978, p. 8.

vers le même point de chute, le même jour, au même moment et pour la même cause aurait sûrement coûté très cher à la nation. Cela aurait conduit au pillage des commerces (magasins, boutiques, dépôts, chambres froides, etc.) ou à une révolution. Le pire a été évité par le fait que beaucoup de mécontents des parties Centre et Ouest de la capitale ne s'étaient pas exprimés, laissant ainsi libre champ à ceux de la Tshangu qui ont fait du boulot en lieu et place de tout le monde. Les effets d'entraînement et l'embrasement de toute la république ont pu être évités, la réponse des gouvernants ayant été vite donnée à la demande populaire.

CONCLUSION

L'exposé qui touche à son terme a porté sur l'analyse socio-politique de quelques slogans qui ont accompagné la manifestation du 23 juin 2021 organisée à Kinshasa. Il a été question, dans cet exercice, de comprendre le fondement des revendications à la base de la manifestation organisée à Kinshasa en date du 23 juin 2021 et de chercher à expliquer, alors que toute la ville est restée sans transport en commun à la même date, la virulence avec laquelle les habitants de la TSHANGU ont manifesté. Eu égard aux conditions dans lesquelles ladite manifestation est survenue, nous nous sommes efforcé de savoir si le statut de mouvement social pouvait être conféré à la manifestation sous revue.

La thèse développée tout au long de cette réflexion a considéré les insatisfactions et les incertitudes qui caractérisent l'existence des groupes protestataires comme l'élément déclencheur de cette manifestation. Quant à la virulence qui a accompagné ses acteurs, elle a été liée à leur appartenance à la branche de l'opposition politique pilotée par Martin Fayulu et Adolphe Muzito. En tant que telle, la manifestation du jour ne peut pas revêtir le statut d'un mouvement social, eu égard aux caractéristiques propres à ce dernier et aux conditions qui ont favorisé sa tenue. Telles sont les hypothèses formulées à la problématique posée.

Le passage en revue de la littérature existante en rapport avec l'émergence des mouvements sociaux renvoie à postuler : du néant ne peut naître une action protestataire. Il y a toujours un soubassement fâcheux qui fait le lit de toute manifestation. Ainsi que l'affirme Karl Marx cité par Raymond Aron¹⁶, etc. « les révolutions ne sont pas des accidents politiques, mais l'expression d'une nécessité historique. Les révolutions remplissent des fonctions nécessaires et se produisent lorsque les conditions en sont données ».

Dans cet entendement, la manifestation qui vient d'être examinée est le fruit d'une frustration née du désespoir du lendemain exacerbé par des difficultés de transport dont le soubassement est l'une des mesures gouvernementales enjoignant aux détenteurs de véhicules assurant le transport en commun de n'embarquer que la moitié de leur capacité. À cette précarité des conditions existentielles s'ajoutent de multiples promesses non tenues par les autorités du pays.

Considérée comme l'un des fléaux auxquels sont confrontés les États du monde, cette manifestation voit la réflexion liée à son analyse s'établir dans un véritable continuum du paradigme individualiste comme cadre explicatif. Mais puisqu'aucune théorie n'est capable à elle seule de rendre compte de tous

¹⁶ Marx K. cité par Aron R., *op.cit.*, p. 155.

les problèmes propres à toute étude empirique portant sur l'action collective protestataire, le recours à d'autres théories comme celle dite de la « mobilisation des ressources » consistant à souligner la place et le poids des organisations dans les mobilisations protestataires a été d'une grande importance.

Tout au long de la manifestation du 23 juin, plusieurs slogans ont été scandés. Seulement, deux d'entre eux ont fait l'objet de nos analyses à savoir « *MOBUTU Banda Okenda, TSHANGU Makolo* » et « *KABILA Zonga : Banda Okenda, TSHANGU makolo* ». De l'analyse de ces slogans, il ressort le fait que le vrai mobile de cette manifestation, c'est la frustration assaisonnée par certains ingrédients comme cela a été détaillé dans les lignes précédentes. Les mesures gouvernementales n'ont fait que pousser à la surface ce qui se mijotait depuis quelques mois passés.

Quant à l'avenir, les pouvoirs publics devront travailler de manière à donner satisfaction aux attentes de la population. Les décisions à prendre devront l'être en faveur des masses laborieuses, en tenant compte des conditions de vie de ces dernières. Les pouvoirs publics sont invités à ne pas promettre lorsqu'ils ne sont pas sûrs de rencontrer les attentes et espoirs affichés par la population. Un peuple placé dans des conditions optimales d'existence ne tient pas le gestionnaire à l'œil. Celui-ci doit éviter d'entretenir les germes de sa propre destruction. Telles sont nos suggestions à l'appréciation de la classe dirigeante.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

1. Aron, R., *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, éd. Gallimard, 1967.
2. Billion, D. et Ventura C., *Mouvements de contestation dans le monde : causes, dynamiques et limites*, Paris, IRIS, 2020.
3. Boudon, R. et Bourricaud F., *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1982.
4. Bulle S. et Tarragoni F., *Sociologie du conflit*, Paris, Armand Colin, 2021.
5. Campenhoudt, L.V. et Quivy R., *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 4^{ème} éd., 2011.
6. Dictionnaire universel, édition spéciale consacrée à la R.D.Congo, Hachette Livre international, 2010.
7. Kitschelt H., "Political opportunity structures and Political protest: Antinuclear Movements for four Democracies", *British Journal of Political science*, vol. 16, 1986.
8. Le Saout, D., *Les théories des mouvements sociaux. Structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective*, Insaniyat, 1999.
9. Mancur, O., *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978.
10. Marx, K., *Le conflit : facteur de changement social*, Paris, L'étudiant, 2018.
11. Payanzo N'tsomo, P., *Manuel de sociologie politique, élaboré à l'intention des étudiants finalistes en sociologie*, Kinshasa, UNIKIN-FSSAP, 2018.